

Évolution globale en France métropolitaine

Les finances des communes de 10 000 habitants et plus en 2009

L'exercice 2009 se caractérise par une légère baisse des dépenses totales : -0,8 % en euros courants, résultant de l'effet conjugué de **la baisse des dépenses de fonctionnement (-1,4 %) et de la légère hausse des dépenses d'investissement (+0,7 %)**.

La baisse des dépenses d'équipement brut enregistrée en 2008 se poursuit en 2009 mais à un rythme plus faible (-2,6 %).

En 2009, plus de 9 communes de 10 000 habitants et plus sur 10 appartiennent à un groupement à fiscalité propre. La création des communautés d'agglomération et des communautés de communes à taxe professionnelle unique (TPU), depuis 2000, a profondément modifié le paysage local : les budgets des communes appartenant à ces groupements se sont trouvés profondément modifiés tant en niveau qu'en structure. Le transfert de compétences des communes vers ces groupements s'accompagne parallèlement de transferts de charges et de ressources. Cependant, l'influence de l'intercommunalité sur les évolutions des dépenses des communes prises dans leur ensemble est moins marquée.

Baisse des dépenses de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement diminuent de 1,4 % sous l'effet conjugué des baisses des charges à caractère général (-1,1 %) et des charges de personnel (-1,0 %). Cependant cette baisse ne s'applique pas aux communes appartenant à un syndicat d'agglomération nouvelle ou à une communauté urbaine qui, à l'inverse, voient leurs dépenses réelles de fonctionnement augmenter, respectivement de 4,4 % et 2,3 %.

D'autre part, **les charges d'intérêts diminuent très fortement de 14,1%** par rapport à 2008, après avoir enregistré des hausses marquées depuis 2006 (+9,1 % en 2006, +5,8 % en 2007 et +6,4 % en 2008).

Légère baisse des recettes de fonctionnement

L'analyse des impôts directs doit prendre en compte le développement de l'intercommunalité et plus particulièrement des groupements à TPU : ceux-ci perçoivent la totalité de la taxe professionnelle et reversent à la commune une dotation de compensation et une dotation de solidarité.

Les impôts et taxes stagnent par rapport à 2008 : +0,3 %. Pour l'ensemble des communes, le produit des 4 taxes directement perçues augmente de 2,4 %. Il croît de façon marquée pour les communes appartenant à une communauté urbaine (4 taxes) ou à un syndicat d'agglomération nouvelle (respectivement +9,6 % et +9,2 %), alors qu'il diminue de 1,6 % pour les communes non membres d'un groupement fiscalisé. Comme les autres collectivités, les communes bénéficient de la croissance des bases d'imposition pour la huitième année consécutive.

Le poste des dotations et participations diminue en 2009 (-1,8 %) avec une baisse marquée des attributions de péréquation et de compensation (-12,3 %).

Amélioration du niveau de l'épargne

Le montant de **l'épargne brute dégagée, solde de la section de fonctionnement, enregistre une hausse de 3,8 %**, conséquence d'une baisse marquée des intérêts (-14,1 %).

Le niveau de l'épargne atteint est suffisant pour financer les remboursements de dette en baisse de 7,4 % par rapport à 2008, entraînant une hausse soutenue de l'épargne nette (+14,0 %).

Poursuite de la baisse de l'investissement direct

En 2007, à un an des échéances municipales, la croissance soutenue des dépenses d'équipement brut des communes de 10 000 habitants et plus confirmait la tendance classique d'un cycle électoral. 2008 marquait le début d'un nouveau cycle, avec une pause de l'investissement direct, expliquant la baisse de 7,5 % des dépenses d'équipement brut. En 2009, cette pause de l'investissement se poursuit avec une baisse moins soutenue de 2,6 % pour l'équipement brut.

Baisse du recours à l'emprunt pour financer les investissements

La baisse de l'équipement brut amorcée en 2008, s'accompagne d'une baisse du recours à l'emprunt réalisé hors réaménagement de dette (-17,2 %), contribuant à la stagnation de l'encours de dette au 31 décembre (-0,3 %). Son poids dans les recettes de fonctionnement reste stable.

Evolution des budgets des communes de 10 000 habitants et plus (France métropolitaine, hors Paris)

Montants en milliards d'euros	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Evolution 08-09		
								€ courants	€ courants*	€ constants*
							(2)	(1)	(1)	(2)
Nombre de communes	871	871	885	893	896	899	902	877	877	902
Dépenses réelles totales	41,3	42,4	44,0	46,0	47,7	47,7	48,5	-0,8%	-1,3%	1,2%
Dépenses réelles totales hors réaménagement de dette	39,7	40,8	42,3	44,2	46,0	45,8	46,8	-0,4%	-0,9%	1,6%
Dépenses réelles de fonctionnement (hors TR)	29,6	29,7	30,5	31,6	32,6	33,5	33,8	-1,4%	-1,9%	0,6%
Frais de personnel	16,0	16,4	17,0	17,6	18,3	18,7	19,0	-1,0%	-1,5%	1,1%
Charges d'intérêts	1,3	1,1	1,0	1,1	1,2	1,3	1,1	-14,1%	-14,5%	-12,1%
Recettes réelles de fonctionnement	34,5	35,3	36,1	37,5	38,3	38,5	39,2	-0,8%	-1,3%	1,2%
Dotations globales de fonctionnement versées **	6,1	7,5	7,5	7,6	8,0	8,2	8,3	-1,3%	-1,8%	0,7%
Produit des 4 taxes	12,8	13,0	13,3	13,8	14,1	14,7	8,2	-1,9%	-2,4%	0,1%
Produit des 4 taxes y c. reversements de TP du groupement	17,6	18,1	18,5	19,1	19,5	20,0	15,5	2,4%	1,9%	4,5%
							20,8	1,4%	0,9%	3,6%
Epargne de gestion	6,2	6,7	6,7	7,1	6,9	6,4	6,5	0,2%	-0,3%	2,0%
Epargne brute	5,0	5,6	5,6	5,9	5,7	5,1	5,4	3,8%	3,3%	5,6%
Epargne nette	1,6	2,5	2,3	2,8	2,7	2,3	2,6	14,0%	13,4%	15,5%
Dépenses réelles d'investissement	11,7	12,8	13,6	14,4	15,1	14,2	14,6	0,7%	0,2%	2,7%
Dépenses réelles d'investissement hors réaménagement de dette	10,2	11,1	11,8	12,7	13,4	12,4	13,0	2,6%	2,1%	4,5%
Remboursements de dette	4,9	4,8	5,0	4,9	4,8	4,6	4,4	-7,4%	-7,8%	-5,5%
Remboursements de dette hors réaménagement de dette	3,3	3,1	3,3	3,1	3,1	2,8	2,8	-4,4%	-4,9%	-2,4%
Dépenses d'équipement brut	6,5	7,3	7,9	8,9	9,5	8,8	8,9	-2,6%	-3,1%	-0,1%
Emprunts réalisés	4,4	4,8	5,1	5,2	5,5	5,6	4,9	-15,5%	-15,9%	-13,5%
Emprunts réalisés hors réaménagement de dette	2,9	3,1	3,4	3,5	3,7	3,8	3,3	-17,2%	-17,6%	-15,0%
Encours de la dette	28,5	28,6	28,7	29,3	29,8	30,5	31,4	-0,3%	-0,8%	2,4%
Annuité de la dette	6,1	6,0	6,1	6,0	6,0	5,9	5,5	-8,8%	-9,3%	-6,9%
Annuité de la dette hors réaménagement de dette	4,6	4,3	4,3	4,3	4,3	4,1	3,9	-7,4%	-7,9%	-5,4%

Sources : comptes administratifs DGCL, comptes de gestion DGFIP

* montants déflatés par l'indice de prix du PIB (source : INSEE "Comptes nationaux annuels" mise à jour du février 2011).

** source : DGCL / Bureau des concours financiers de l'Etat

(1) évolutions calculées à champ constant (sur les 877 communes métropolitaines (hors Paris) présentes en 2008 et 2009)

(2) montants et évolutions calculés sur le champ total (902 communes métropolitaine hors Paris)